

Les GRT d'électricité nordiques étudient les défis à relever d'ici 2025

Face à un environnement en pleine évolution, les 4 gestionnaires de réseau de transport (GRT) d'électricité nordiques (le suédois Svenska Kraftnät, le norvégien Statnett, le finlandais Fingrid et le danois Energinet.dk) ont publié le 15 août leur vision commune des défis et des opportunités pour le système électrique nordique pour une période allant jusqu'en 2025. Le changement climatique est identifié comme le principal facteur d'évolution qui pousse la croissance des énergies renouvelables devant ensuite être intégrées dans les réseaux, mais le rapport évoque aussi les développements technologiques et l'existence d'un cadre européen commun pour les marchés. « *Alors que la transformation du système a déjà commencé, les changements seront plus visibles d'ici 2025* », peut-on lire dans le document. En effet, dans les années à venir, les gestionnaires de réseau anticipent la fermeture de centrales thermiques, le démantèlement anticipé de réacteurs nucléaires en Suède et le démarrage d'autres réacteurs en Finlande mais également la croissance de la part de l'éolien dans le système électrique nordique avec une capacité installée éolienne qui devrait tripler en 2010 et 2025. Plus important encore, les interconnexions entre le système électrique nordique et les autres systèmes « *augmenteront de plus de 50 % en 2025* » avec 8 projets en construction ou en développement.

Tous ces constats amènent des défis : apporter la flexibilité nécessaire au marché, s'assurer de l'adéquation entre les moyens de production d'électricité et les capacités de transport des réseaux ou encore maintenir une bonne qualité de la fréquence et une inertie suffisante pour assurer la sécurité opérationnelle. Le rapport évoque quelques pistes de réflexion pour résoudre chacun de ces défis. Il préconise par exemple le développement des connaissances sur le potentiel technologique et économique de la flexibilité mais également de s'assurer que les règles et les réglementations puissent permettre son utilisation. Du côté de la qualité de la fréquence, la mise en place d'une norme commune pour les GRT nordiques mais également le développement de solutions conjointes de supervision et de contrôle sont mises en exergue. Enfin, concernant les capacités de transport d'électricité, le document estime notamment nécessaire la clarification des différences et des objectifs communs pour le développement des réseaux dans la région nordique. « *Des solutions doivent être trouvés à ces défis*, précise le rapport. *Un élargissement de la coopération entre les GRT nordiques est un pré-requis pour la réussite du développement et de la mise en place des solutions disponibles mais les GRT ne peuvent pas tout faire seuls.* » Le secteur électrique dans son ensemble doit se mobiliser. Un autre rapport analysera plus précisément les solutions à mettre en place par les GRT et devrait être publié en 2017.

SOMMAIRE

NUCLÉAIRE

- Ukraine : Urenco va fournir de l'uranium en Ukraine 2
Canada : Vente de GE Hitachi Nuclear Energy Canada à BWX Technologies 2

ÉLECTRICITÉ

- Suisse : Swissgrid publie son rapport de l'hiver 2015/2016 2
RU : Nouveau retard dans le déploiement des compteurs intelligents... 2

ÉNERGIE

- Allemagne : Le BMWi consulte sur l'efficacité énergétique 3
RU : Les dirigeants britanniques attaquent la politique énergétique 3
Canada : 25 M\$CAD pour les technologies propres 3

GAZ

- Chine : Pékin veut doper la demande de gaz en réformant les gazoducs 4

ÉNERGIES RENOUVELABLES

- Danemark : Vestas revoit ses prévisions à la hausse après un excellent T2 4
États-Unis : Le DoE publie deux rapports sur l'éolien 5
Chili : Les EnR grandes gagnantes d'un appel d'offres historique 5

CLIMAT

- Norvège : L'industrie des hydrocarbures promet une baisse de ses émissions 6

DOCUMENTS

- Watt's Next Conseil – Baromètre financier des énergéticiens européens (2/2) 7 à 11

 L'INDICE DE L'ÉLECTRICITÉ ENERPRESSE

25,67 € (par MWh)



NUCLÉAIRE**UKRAINE****Urenco va fournir de l'uranium en Ukraine**

L'entreprise anglo-allemande Urenco a signé un contrat avec Energoatom pour la livraison d'uranium enrichi, a indiqué le 18 août l'entreprise nationale ukrainienne qui exploite les centrales nucléaires du pays. L'uranium enrichi livré par Urenco sera utilisé pour la fabrication de combustibles dans l'installation de Westinghouse en Suède afin d'alimenter les centrales ukrainiennes. « Ce contrat est une nouvelle étape pour permettre à Energoatom de diversifier son approvisionnement pour répondre aux besoins de ses centrales nucléaires en combustible », précise le communiqué qui n'indique cependant pas le montant du contrat.

CANADA**Vente de GE Hitachi Nuclear Energy Canada à BWX Technologies**

Le 17 août, GE et Hitachi ont annoncé la signature d'un accord définitif pour la vente de GE Hitachi Nuclear Energy Canada (GEH-C) à BWXT Canada, une filiale de BWX Technologies. GEH-C est spécialisé dans la fourniture de combustible nucléaire et de composants pour les réacteurs de type Candu et emploie 350 salariés. Le montant de la transaction n'a pas été dévoilé et elle doit encore obtenir les approbations réglementaires nécessaires. GE et Hitachi espèrent une conclusion de cette vente d'ici fin 2016.

ÉLECTRICITÉ**SUISSE****Swissgrid publie son rapport de l'hiver 2015/2016**

Le gestionnaire suisse du réseau électrique, Swissgrid, a publié le 17 août le rapport (en allemand) de l'hiver 2015/2016 marqué par une situation tendue au niveau énergétique mais au cours duquel l'approvisionnement en électricité du pays a été assuré pendant toute la période. Swissgrid indique avoir pris, conjointement avec les énergéticiens suisses et les gestionnaires de réseau de transport voisins, de nombreuses mesures au niveau du réseau et du marché qui ont contribué à une détente de la situation. Pour éviter de rencontrer une nouvelle fois cette situation, le gestionnaire préconise des mesures à moyen terme et d'autres prioritaires comme la réalisation rapide du réseau stratégique 2025 ainsi qu'une clarification des rôles et des responsabilités en ce qui concerne la sécurité d'approvisionnement. En juin 2016, la Commission fédérale de l'électricité en Suisse (EiCom) avait publié un rapport spécial sur la situation de l'approvisionnement en hiver 2015/2016.

ROYAUME-UNI**Nouveau retard dans le déploiement des compteurs intelligents**

Le système de transmission de données des compteurs intelligents actuellement en cours de déploiement au Royaume-Uni ne sera pas prêt avant fin septembre au plus tôt, a annoncé le département britannique du Commerce, de l'énergie et de la Stratégie industrielle (BEIS) mercredi 17 août, la date initialement prévue pour sa mise en service. Ce n'est pas la première fois qu'elle est reportée puisque le système devait être opérationnel en 2015 mais son entrée en service a été repoussée à avril 2016, puis au mois d'août en raison de difficultés techniques. L'État britannique a prévu d'installer 53 millions de compteurs intelligents d'ici 2020 mais pour le moment, seuls 3,6 millions ont été déployés. Le département de l'Énergie espère tirer 17 milliards de livres (20 mds€) de bénéfices de ce déploiement, desquels il faut retirer 11 mds£ d'investissements.

EN BREF

CORÉE DU SUD **General Electric a finalisé l'acquisition** de la division générateurs de vapeur à récupération de chaleur (HRSG) du coréen Doosan pour 250 millions de dollars, a annoncé le groupe américain le 16 août. L'acquisition avait été conclue en mai (cf. *Enerpresse* n°11572).

ÉNERGIE**ALLEMAGNE****Le BMWi consulte sur l'efficacité énergétique**

Le ministère des Affaires Économiques et de l'Énergie (BWi) a lancé la semaine dernière une consultation publique sur son livre vert de l'efficacité énergétique. « *Nous disposons d'un plan national d'action pour l'efficacité énergétique doté de 17 milliards d'euros pour la période 2016-2020, a rappelé le ministre Sigmar Gabriel. Pour la première fois, l'efficacité énergétique a le rôle central qu'elle mérite.* » Selon le livre vert, les objectifs d'efficacité énergétique fixés pour 2050 ne sont pas atteignables avec les mesures existantes. Il se penche donc sur la suite à donner au plan national, à travers 14 propositions. « *La croissance économique et la réduction de la consommation d'énergie sont compatibles, souligne le communiqué du ministère. Entre 2008 et 2014, la consommation d'énergie primaire a baissé de 8,3 %.* » La consultation sera close au 31 octobre.

ROYAUME-UNI**Les dirigeants britanniques attaquent la politique énergétique**

Les gouvernements qui se sont succédé depuis le début du siècle n'ont pas réussi à atteindre l'objectif d'un approvisionnement en énergie fiable et compétitif, montre un sondage publié vendredi 19 août par l'Institute of Directors (IoD), le Medef britannique. 998 membres de l'association professionnelle ont été interrogés sur les choix des gouvernements (travailliste, de coalition et conservateur) qui ont déterminé la politique énergétique britannique depuis 2002. « *L'objectif d'un approvisionnement fiable et accessible a été sous-estimé par les responsables politiques, a commenté Dan Lewis, conseiller à l'IoD. La création du nouveau département du Commerce et de l'Énergie (qui remplace le ministère de l'énergie et du Changement climatique, le DECC, ndlr) est l'occasion idéale pour le gouvernement de réajuster la trajectoire.* » Les personnes interrogées sont 68 % à estimer que les prix de l'énergie ne sont pas compétitifs et 63 % que la sécurité d'approvisionnement n'est pas assurée. En revanche, 59 % jugent que les politiques mises en place ont aidé à accroître la part des renouvelables dans le mix énergétique et 45 % qu'elles ont permis de réduire les émissions de CO₂. La nécessité de décarboner la production d'énergie est d'ailleurs reconnue à 74 %. Sur la construction de deux EPR à Hinkley Point, 38 % estiment qu'elle accroîtrait la compétitivité mais 32 % jugent que ce n'est pas le cas. « *Hinkley Point produirait de l'électricité pour 5 millions de foyers mais, étant donné ses coûts, le gouvernement a raison de vouloir examiner le dossier une dernière fois avant de signer le contrat* » a commenté Dan Lewis. Enfin, une majorité d'entre eux (56 %) soutient la production de gaz et de pétrole de schiste par fracturation hydraulique alors que 28 % y sont opposés.

CANADA**25 M\$CAD pour les technologies propres**

Le ministère des Ressources naturelles du Canada a lancé jeudi 18 août un appel à projets de 25 millions de dollars canadiens (17 M€) dans le cadre du Programme d'innovation énergétique. « *Ce programme fera avancer les technologies propres sur la voie de la commercialisation* » explique le communiqué. Le but est ensuite de les développer à grande

échelle au Canada mais aussi ailleurs. « *Le programme aide également le Canada à respecter l'objectif qu'il a établi dans le cadre de Mission innovation, soit doubler son financement pour la recherche-développement sur les énergies propres et les technologies propres, en le faisant passer de 387 M\$CAD en 2014-2015 à 775 M\$CAD (533 M€, ndlr) d'ici 2020* » précise le ministère.

EN BREF

ÉTATS-UNIS Le pays a produit 173 millions de tonnes de charbon au premier trimestre 2016, un chiffre traduisant un plongeon de 28 % sur un an, selon des données publiées le 16 août par l'agence d'information sur l'énergie américaine (EIA).

CHINE Une étude publiée le 18 août par la Tsinghua University, l'une des plus prestigieuses du pays, et l'ONG américaine Health Effects Institute, estime que la combustion de charbon a contribué en Chine à 366 000 morts prématurées en 2013.

GAZ

CHINE

Pékin veut doper la demande de gaz en réformant les gazoducs

La Commission nationale du développement et de la réforme (NDRC en initiales anglaises) a dévoilé le 17 août un projet de réforme de la réglementation des gazoducs en Chine destiné à y encourager la consommation de gaz en abaissant ses coûts de transport. Selon les agences *Bloomberg* et *Reuters*, qui couvrent cette information uniquement accessible en chinois, la proposition de la NDRC prévoit que les opérateurs de gazoduc fixent leur tarifs en prenant en compte les coûts de leurs actifs fixes, les coûts opérationnels et les dépréciations, et en y ajoutant une marge limitée à 8 %. Tian Miao, analyste interrogé par *Bloomberg*, estime que les « *opérateurs de pipelines dégagent actuellement des retours de 10 à 12 %. En le limitant à 8 %, les baisses de coûts pourraient être passées aux consommateurs finaux* ». La NDRC a également estimé que les activités de transport de gaz devraient faire l'objet de comptes financiers séparés, afin d'en améliorer la transparence. Les nouvelles réglementations proposées semblent montrer que le gouvernement de Pékin a, pour l'heure, abandonné le projet, un moment envisagé, de créer un opérateur national détenant les gazoducs du pays, afin de garantir un accès équitable à tous les producteurs et distributeurs de gaz. Néanmoins, « *la demande de comptabilité indépendante semble destinée à une réforme à long terme qui rendra l'éventuelle scission de gazoducs bien plus facile si le gouvernement le décide finalement* », prévoit Laban Yu, un autre analyste interrogé par *Bloomberg*. La Chine veut augmenter la part du gaz dans son mix énergétique, qui reposait à quasiment deux tiers sur le charbon en 2015.

ÉNERGIES RENOUVELABLES

DANEMARK

Vestas revoit ses prévisions à la hausse après un excellent T2

Le constructeur d'éoliennes danois Vestas a publié jeudi 18 août des résultats trimestriels en forte hausse, ce qui lui permet de relever ses prévisions pour l'année 2016 et de lancer une opération de rachat d'actions d'environ 400 millions d'euros. Le chiffre d'affaires du deuxième trimestre grimpe à 2,56 mds€, soit 46 % de plus qu'au 2^e trimestre 2015. Quant au bénéfice net, il a plus que doublé, passant de 125 M€ à 278 M€. Le résultat avant intérêt et impôts (Ebit) est passé de 8,3 % à 15,6 %. Le carnet de commandes atteint 8,2 mds€ pour les turbines et 9,9 mds€ pour les prestations de services, soit un total de 18,1 mds€. En conséquence, Vestas a relevé ses prévisions pour l'année complète. Le chiffre d'affaires 2016 est maintenant attendu à 9,5 mds€ contre 9 mds€ auparavant et le résultat avant impôts devrait ressortir à 12,5 % contre 11 %. Le fabricant de turbines a également annoncé un

programme de rachat d'actions de 400 M€ entre le 18 août et le 30 décembre 2016 et ce, sans rogner sur les dividendes. Vestas a suspendu le versement de ses dividendes pendant douze ans, pour les reprendre seulement l'an dernier, après un retour aux bénéficiaires en 2014.

ÉTATS-UNIS

Le DoE publie deux rapports sur l'éolien

Le 17 août, le département américain de l'Énergie (DoE) a publié deux rapports analysant l'industrie de l'éolien aux États-Unis. Le premier *2015 Wind Technologies Market Report* » réalisé avec le Lawrence Berkeley National Laboratory fait le point sur l'année 2015. Les États-Unis arrivent à la 2^e place mondiale en termes de capacités installées (74 GW) et restent à la 1^{re} concernant la production d'électricité grâce à l'éolien. Le pays a enregistré une croissance de 12 % l'année dernière avec la mise en service de 8,6 GW représentant 64 projets situés dans 20 États. « *Le rapport montre également comment l'industrie américaine de l'éolien a positivement impacté le marché du travail avec 88 000 emplois dans ce secteur soit une croissance de 15 000 emplois en 2015* », précise le document. Le second rapport *2015 Distributed Wind Energy Market Report* s'intéresse à l'éolien décentralisé qui alimente directement des maisons, des fermes et des entreprises. Il a atteint une capacité installée de 934 MW avec 75 000 turbines situées dans 50 États. Par ailleurs, en 2015, les fabricants américains ont doublé leurs exportations de turbines de petite taille pour atteindre 21,5 MW. Citant des chiffres de l'agence d'information américaine sur l'énergie (EIA), le DoE a souligné le doublement de la production d'électricité issue de l'éolien entre 2010 et 2015 et a précisé que, pour la 2^e année consécutive, les énergies renouvelables hors hydraulique avaient dépassé l'hydraulique. Une situation qui devrait perdurer avec une année 2016 qui s'annonce elle aussi exceptionnelle pour les ENR grâce à l'extension des mécanismes de soutien (ITC et PTC) pour 5 ans en 2015.

CHILI

Les ENR, grandes gagnantes d'un appel d'offres historique

Le plus important appel d'offre jamais organisé par le Chili pour de la fourniture d'électricité s'est conclu par une spectaculaire baisse de prix du courant proposé, sous l'influence des développeurs d'énergies renouvelables, éolien en tête, qui ont remporté plus de la moitié des volumes mis en jeu. L'appel, qui portait sur la fourniture de 12 430 GWh par an sur une période de 20 ans débutant en 2021, a fait ressortir un prix moyen de 47,55 \$ par MWh, de 40 % inférieur à celui de la dernière compétition et de plus de 60 % inférieur à celui d'un appel d'offres organisé en 2013. La moitié de l'électricité fournie le sera à partir d'infrastructures existantes, et l'autre nécessitera des investissements d'environ 3 milliards de dollars, a précisé le ministre chilien de l'Énergie Máximo Pacheco. Cet appel d'offres contribuera à faire baisser les factures des ménages et des petites entreprises de 20 à 25 % à partir de 2021, a-t-il précisé. 84 entreprises nationales et internationales ont formulé des offres lors de ces enchères, proposant une quantité d'électricité sept fois supérieure à celle proposée. L'un des grands vainqueurs a été le principal électricien espagnol Endesa, détenu par l'italien Enel, qui s'est arrogé près de 48 % des volumes mis en jeu, à des prix compris entre 47,45 et 55,44 \$ par MWh. Les moyens de production que comptent utiliser Endesa Chile, le principal électricien du pays, ne sont pas connus à ce stade, mais le groupe est en particulier présent dans l'hydroélectricité au Chili, qui y représente 57 % de sa capacité installée (le reste étant du thermique pour l'essentiel). L'entreprise irlandaise Mainstream Renewable Power s'est particulièrement distinguée avec ses offres dans l'éolien, s'appropriant environ 30 % des volumes offerts dans l'appel d'offres. Pour remplir son engagement, elle prévoit la construction de 7 parcs éoliens d'une puissance cumulée de 986 MW, représentant un investissement de 1,65 milliard de dollars. Mainstream Renewable Power a proposé des prix s'échelonnant entre 38,8 \$ par MWh et 47,2 \$ par MWh. Ces enchères ont en outre vu un nouveau record du monde tomber dans le domaine du photovoltaïque.

L'américain SunEdison a en effet remporté un contrat, pour fournir de l'électricité en journée, avec un prix de 2,91 cents par kWh, légèrement inférieur au précédent record, établi plus tôt cette année à Dubai, de 2,99 cents. Le Chili, qui bénéficie d'un des plus hauts niveaux de radiation solaire au monde et de 3 000 kilomètres de côtes, prévoit de porter la part des énergies renouvelables à 70 % de son mix électrique en 2050, contre quelque 10 % actuellement. Cet appel d'offres y contribuera substantiellement.

EN BREF

ALLEMAGNE E.ON a indiqué le 18 août que le projet éolien offshore d'Arkona entrait dans sa phase de construction. Le parc Arkona (385 MW) sera situé en mer Baltique, à 35 km au nord-est de l'île de Rügen en Allemagne. Il sera composé de 60 turbines de 6 MW qui seront installées sur des fondations monopiles à des profondeurs d'eau de 23 à 37 mètres. Il est détenu à parts égales par Statoil et E.ON qui ont pris la décision finale d'investissement en avril dernier (*cf. Enerpresse n°11562*).

NORVÈGE Statkraft a commencé les travaux de la 2^e phase du parc éolien de Fosen, composé de six phases qui totaliseront une puissance de 1 GW. Cette deuxième tranche de 288 MW est la plus puissante de toutes. La réalisation de Fosen permettra à la Norvège de doubler sa capacité éolienne terrestre.

ÉTATS-UNIS Le gouverneur de Washington, Jay Inslee, a annoncé mi-août l'attribution d'une subvention de 12,6 millions de dollars de son Clean Energy Funds à 5 utilities. Il s'agit d'Avista, Seattle City Light, Orcas Power and Light, Snohomish County Public Utility District et Energy Northwest. Les fonds financeront l'intégration de batteries avec l'énergie solaire mais également la modernisation des réseaux.

CLIMAT

NORVÈGE

L'industrie des hydrocarbures promet une baisse de ses émissions

Le groupement représentatif de l'industrie norvégienne des hydrocarbures, la Norwegian Oil and Gas Association, a dévoilé le 17 août un objectif de réduction de 2,5 millions de tonnes de ses émissions de CO₂ en 2030 par rapport à leur niveau de 2020. Ce volume représente un sixième des quelque 15 millions de tonnes émises par le pays en 2015, selon les chiffres de l'institut statistique norvégien. Le pétrolier national Statoil devra assurer quatre cinquièmes de la réduction attendue des émissions à l'horizon 2030, a-t-il précisé. L'industrie des hydrocarbures est le premier émetteur du pays, avec 28 % des émissions l'an dernier. Les producteurs y sont néanmoins nettement plus vertueux qu'ailleurs. L'industrie y émet environ 55 kilos de CO₂ par tonne équivalent pétrole extraite, contre 130 kilos en moyenne dans le monde, selon des données de l'institut statistique norvégien. Un décalage notamment lié à la taxe carbone que la Norvège avait introduite dès 1991 et qui s'élevait l'an dernier à environ 50 euros par tonne de CO₂. Le pays a avancé en juin son objectif de neutralité carbone, ramené de 2050 à 2030 (*cf. Enerpresse n°11593*).

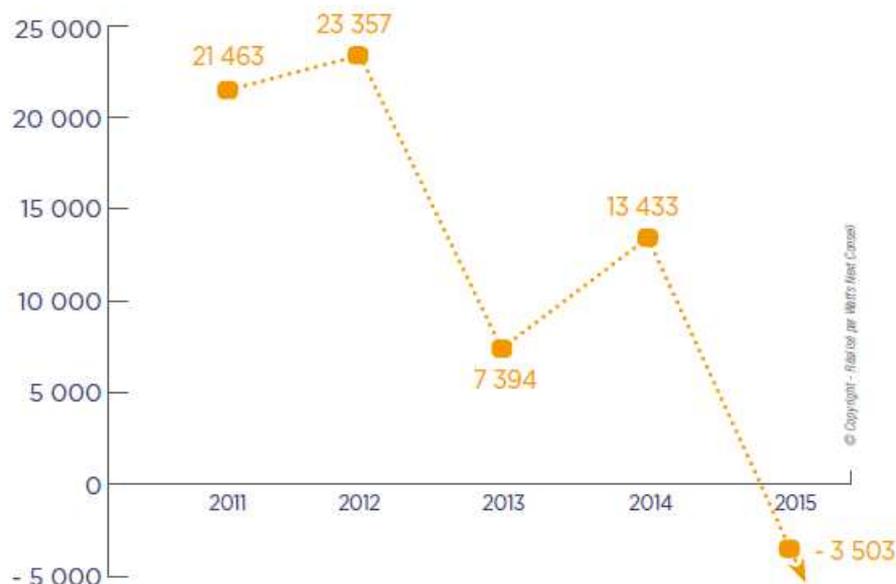
BAROMÈTRE FINANCIER DES ÉNERGÉTIENS EUROPÉENS

Source : Watt's Next Conseil – Dernière partie

Nous reprenons ci-après la suite de la 2^{ème} édition du baromètre des énergéticiens européens, diffusée par Watt's Next Conseil en juin dernier.

Le secteur est en perte de 3,5 mds€

Le résultat net part du groupe cumulé des 25 énergéticiens européens (en M€)



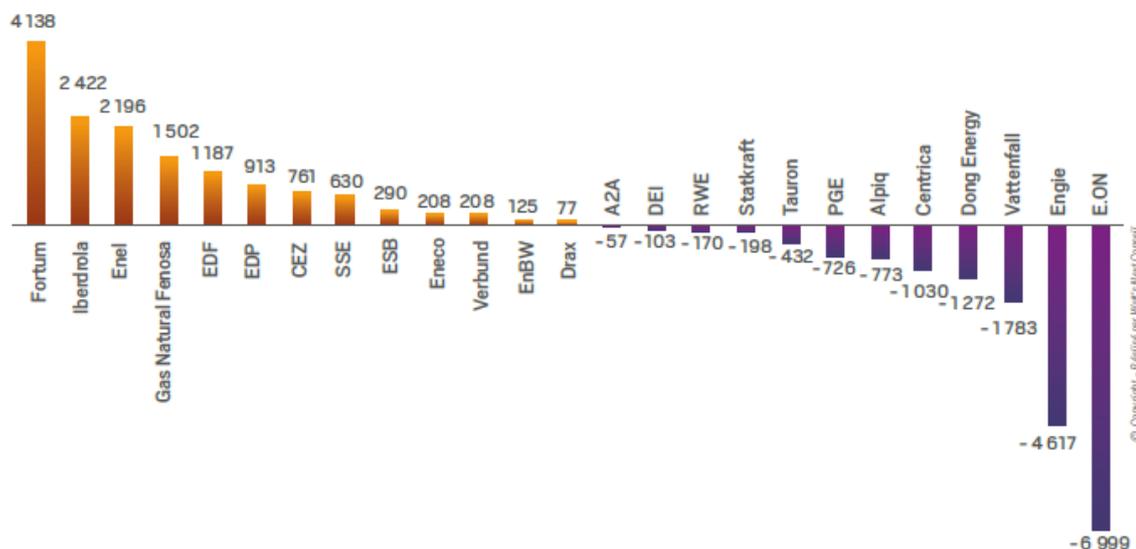
Les 25 énergéticiens affichent une perte cumulée de 3,5 mds€ en 2015. Cette situation est inédite et illustre la tempête qui agite le secteur. Paradoxe de cette année 2015, le retour tant attendu de la croissance pour l'ensemble du secteur est concomitant avec des pertes nettes.

Le déclin de l'EBITDA est un facteur d'explication, mais ce sont surtout les lourdes dépréciations d'actifs qui sont à l'origine des pertes nettes. De nombreuses centrales de production d'électricité et les activités d'exploration & production d'énergie fossile ont vu leur valeur fondre avec le repli quasi général des prix de gros. Les énergéticiens ont passé 43 mds€ de dépréciations d'actifs en 2015 contre 25 mds€ en 2014.

BAROMÈTRE FINANCIER DES ÉNERGÉTIENS EUROPÉENS

13 énergéticiens ont fait des profits en 2015

Le résultat net part du groupe des 25 énergéticiens en 2015 (en M€)



Seuls 13 énergéticiens ont réalisé un profit en 2015. Ils étaient 18 en 2014. Le champion est, cette année, Fortum. L'opérateur finlandais occupe cette place grâce aux plus-values de cession réalisées à l'occasion de la vente de ses activités de distribution en Finlande, en Norvège et en Suède en 2014 et 2015.

E.ON affiche les plus lourdes pertes avec 7 mds€. Depuis 2011, c'est la troisième fois qu'E.ON réalise une perte nette et occupe cette position. Sur la période 2011-2015, le groupe allemand a accumulé plus de 8 mds€ de pertes nettes. Au cours des trois derniers exercices, Engie a quant à lui enregistré une perte nette de 11,5 mds€.

Le résultat net d'EDF s'est effondré pour les mêmes raisons (dépréciation de centrales charbon et gaz au Royaume-Uni et de centrales thermiques classiques et de l'activité E&P d'Edison).

Sur les 5 derniers exercices, l'opérateur historique du marché français de l'électricité demeure, toutefois, le plus profitable avec 14,7 mds€ cumulés devant Iberdola (13 mds€).

LE TOP 5 DES DÉPRÉCIATIONS D'ACTIFS EN 2015

Engie : 8 748 M€

E.ON : 8 566 M€

Vattenfall : 3 877 M€

EDF : 3 500 M€

Centrica : 3 250 M€

Le désendettement se poursuit

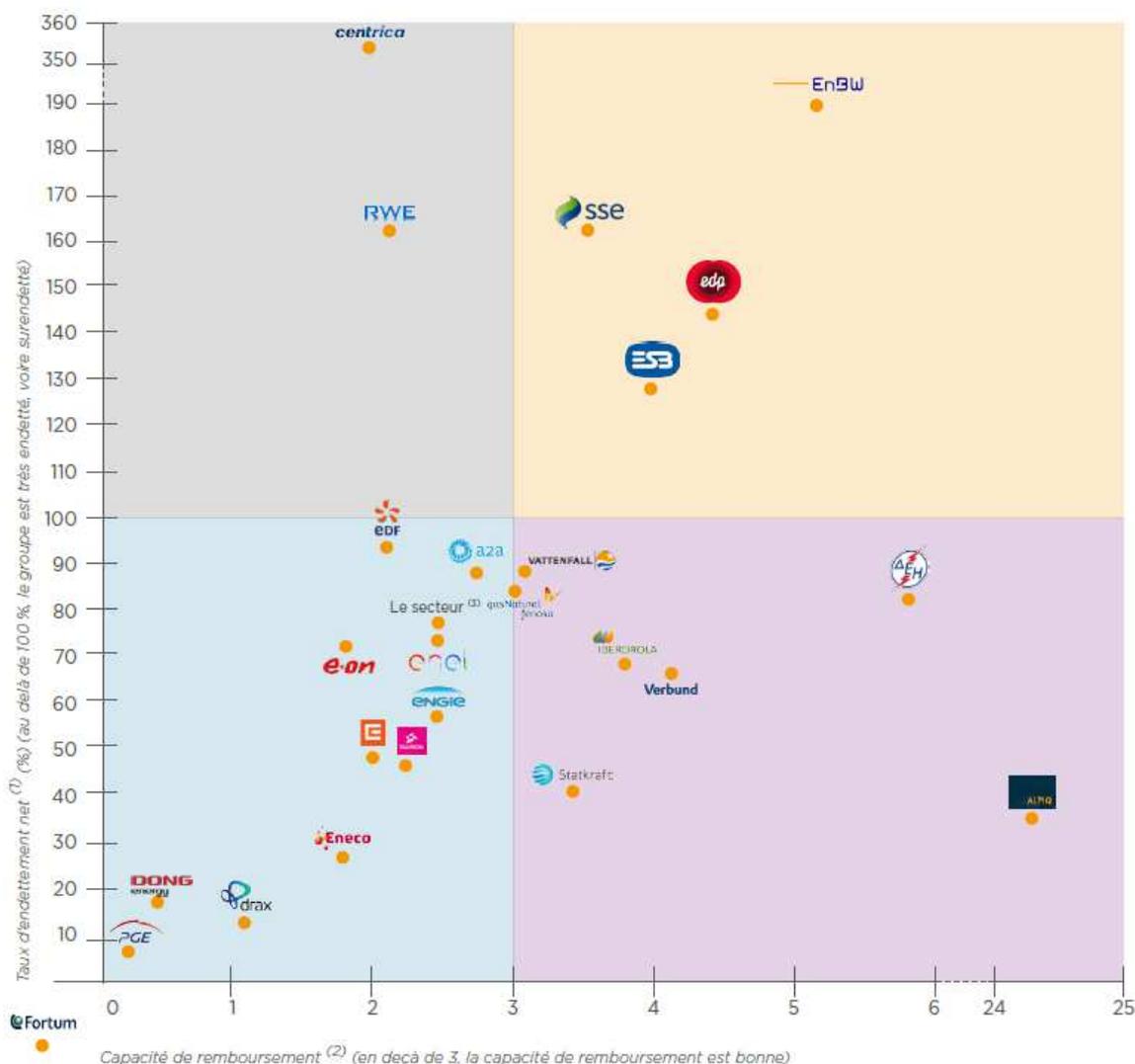
Les 25 énergéticiens ont une dette financière nette cumulée de plus de 260 mds€ (271 mds€ en 2014). Pour le 3^{ème} exercice consécutif le niveau des dettes a diminué. Depuis le point haut de 2012 (324 mds€), elles ont reculé de plus de 63 mds€. Cette performance est acquise au prix d'une modération des investissements et de cessions d'actifs dont une partie importante est affectée au désendettement. En 2015, les produits de cession cumulés des 25 ont atteint près de 16 mds€ comme en 2014.

Le chantier du désendettement est loin d'être achevé, tant de nombreux groupes paraissent fragiles. Les programmes de cession d'actifs se multiplient donc. EDF souhaite céder 10 mds€ d'actifs d'ici 2020. Pour Enel, c'est 5 mds€ d'ici 2019 et 15 à 20 mds€ d'ici 2018 pour Engie. Après avoir vendu les activités ou actifs jugés secondaires, certains groupes vont plus loin avec la volonté de vendre des pans

BAROMÈTRE FINANCIER DES ÉNERGÉTIENS EUROPÉENS

entiers d'activité, en particulier ceux liés aux énergies fossiles. Le *spin-off*, comme E.ON, étant l'étape ultime.

Reste que nombre de ces actifs en vente ne sont pas très séduisants, les vendeurs eux-mêmes les considérant comme faisant partie de « l'ancien monde ». Il n'est pas évident que les acheteurs se précipitent pour reprendre ces actifs et les prix devraient être sacrifiés. Les investisseurs potentiels auront, en tout cas, le choix entre, notamment, les activités lignite de Vattenfall (mines et 7,6 GW de centrales), les centrales charbon d'Engie ou encore Uniper.

Taux d'endettement net¹ et capacité de remboursement² des 25 énergéticiens

L'énergéticien européen type a un taux d'endettement net de 74 % et un ratio dettes financières nettes / EBITDA de 2,5. Il s'est rationné ces dernières années et présente, aujourd'hui, une situation financière correcte, le volume de dettes restant, malgré tout, (trop) élevé. Mais de ce point de vue, l'amélioration est nette et la cure d'amaigrissement que s'imposent les énergéticiens porte ses fruits.

Si la situation de la plupart des énergéticiens est en voie d'assainissement, celle de DEI, EDP, EnBW, ESB et SSE reste préoccupante. Ces groupes cumulent un taux d'endettement net et un ratio dettes

¹ Taux d'endettement nettes/fonds propres

² Capacité de remboursement : dettes financières nettes/EBITDA

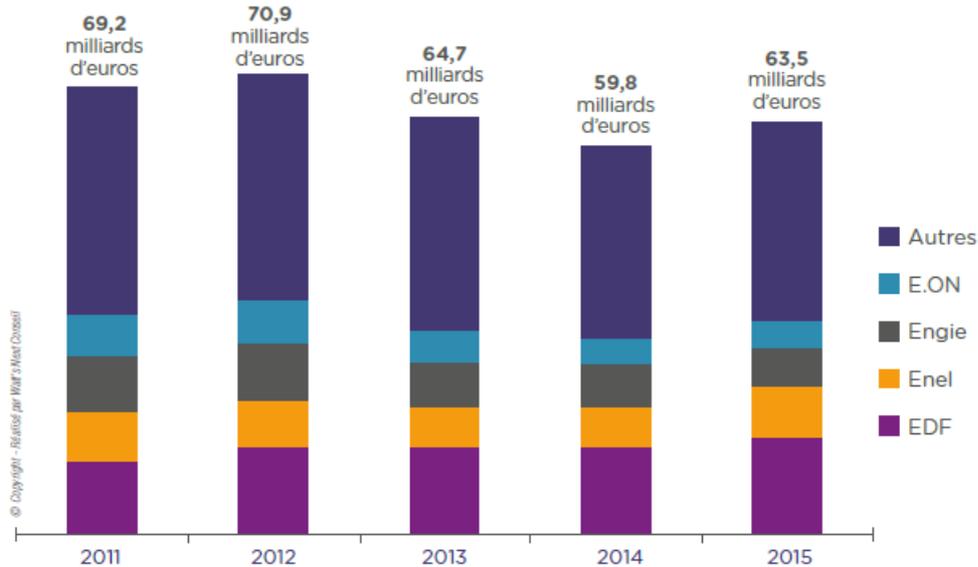
³ Moyenne pondérée des 25 énergéticiens

BAROMÈTRE FINANCIER DES ÉNERGÉTIENS EUROPÉENS

financières nettes / EBITDA élevés. Sur ce dernier critère, la situation a même tendance à se dégrader pour DEI, ESB et SSE. Alpiq (en raison de l'effondrement de son EBITDA), Iberdrola et Verbund sont à peine mieux. À l'exception de quelques groupes, le désendettement reste une priorité.

La légère reprise des investissements

Évolution des investissements industriels des 25 énergéticiens (en M€)



Les investissements industriels sont repartis à la hausse en 2015. Les 25 énergéticiens ont, ensemble, investi près de 63,5 mds€ contre 59,8 mds€ en 2014. Les 4 « E » représentent plus de la moitié du total des 25, EDF demeurant le plus gros investisseur du secteur avec 14,8 mds€ en 2015. Les renouvelables et le nouveau nucléaire absorbent près de 70 % des investissements du groupe français.

En termes géographiques, la France représente environ 75 % des investissements. Pour Engie, la répartition des investissements est plus équilibrée entre les activités et les zones géographiques. 25 % des investissements ont ainsi été consacrés aux activités de production et de commercialisation d'énergie hors Europe.

Globalement, **pour les énergéticiens les priorités d'investissement sont les réseaux et les renouvelables avec un objectif de sécuriser l'EBITDA.** Iberdrola a ainsi prévu de consacrer 80 % de ses investissements sur la période 2016-2020 (soit plus de 21 mds€) dans ces deux activités. En termes géographiques, une part croissante des investissements est dirigée hors Europe pour de nombreux énergéticiens.

Et demain ? La transformation des *business models* est engagée

Les temps sont durs et faire le gros dos ne suffit plus pour certains groupes qui ont décidé de passer à la vitesse supérieure : la transformation en profondeur du business model.

Pour ce qui est de la production d'électricité, exit le *merchant* au profit des *contracted assets*.

Les renouvelables, déjà largement plébiscités par tous les énergéticiens, concentrent quasiment tous les investissements de développement de l'amont des programmes d'investissement. Pour ceux dont la transformation est la plus radicale, ce choix s'accompagne d'un désengagement prochain (total ou partiel) des activités fossiles (production d'électricité et E&P). Quant au nucléaire, en dehors d'EDF et d'Engie, les énergéticiens font une croix dessus.

BAROMÈTRE FINANCIER DES ÉNERGÉTIENS EUROPÉENS

L'exploitation des réseaux est replacée au cœur de la stratégie. Ils ont été délaissés pendant de nombreuses années car jugés non stratégiques et trop peu profitables. Cette activité retrouve un intérêt aux yeux de la plupart des énergéticiens avec le développement des *smart grids*. Surtout, son faible niveau de risque est particulièrement attractif dans cette période mouvementée. Son niveau de marge devient, de plus, intéressant à l'aune de la faiblesse de celui des activités concurrentielles.

Enfin, le 3^{ème} pilier stratégique est constitué des solutions clients avec la commercialisation d'énergie et les services énergétiques. Au premier rang de ces derniers : l'efficacité énergétique. C'est un éventuel relais de croissance et une manière de ne pas laisser le terrain libre aux nombreux acteurs qui ciblent ce marché : les installateurs, les équipementiers... Engie avec la galaxie Cofely et EDF avec Dalkia ont une nette longueur d'avance sur leurs concurrents européens dans ce domaine.

Le digital est au cœur de cette transformation. A la fois comme un moyen d'optimiser les *process* et de réduire les coûts. C'est également une opportunité de développer de nouveaux business. Les énergéticiens ne sont pas seuls, toutefois, à marier digital et énergie. Outre les installateurs et les équipementiers, déjà mentionnés, les telco, les pure players ou encore les géants des nouvelles technologies comme Alphabet sont également sur ce créneau. La bataille, qui s'engage à peine, s'annonce rude.

Président / Directeur de la publication : Christophe Czajka - **Directrice éditoriale :** Christine Kerdellant (01 77 92 94 83)
Directrice éditoriale adjointe : Muriel de Vericourt (01 77 92 99 57) - **Rédacteur en chef :** Philippe Rodrigues (01 79 06 71 78)
Rédacteurs : Christelle Deschaseaux (01 79 06 71 75) - Nadia Boubih (01 79 06 71 77) - Stéphanie Frank (01 79 06 71 73) - Olivier Hensgen (01 79 06 71 81)
Assistante : Stéphanie Leclerc (01 79 06 71 80) - Courriel : stephanie.leclerc@infopro-digital.com - **Principal actionnaire :** INFO SERVICES HOLDING
Société éditrice : Groupe Moniteur SAS au capital de 333 900 euros. RCS : Paris B 403 080 823 **Siège social :** 10 place du général de Gaulle, BP20156, 92186 Antony Cedex - **Numéro de commission paritaire :** 0420 T 79611 - **Impression :** AB Printed - 6 rue Eugène Barbier - 92400 Courbevoie - **Dépôt légal :** à parution.

TRANSITION ENERGETIQUE

demandez le programme !

TRANSPORTS
QUELLES
OPTIONS HORS
PÉTROLE ?



NUCLÉAIRE
QU'IMPLIQUE
UNE PART
DE 50 % ?



SOBRIÉTÉ
COMMENT
ACCÉLÉRER LE
MOUVEMENT ?



maintenant sur
iPad® et Android !

**CHOISISSEZ
VOTRE
FORMULE**

CLASSIQUE - 2 790 € HT / 1 AN

250 numéros édition papier
dont N° Spécial Annuel

NUMÉRIQUE - 2 390 € HT / 1 AN

250 numéros édition électronique
dont N° Spécial Annuel

ENERPRESSE
LE QUOTIDIEN DE L'ÉNERGIE



ENERPRESSE.COM

BULLETIN D'ABONNEMENT

Bulletin à renvoyer complété et accompagné de votre règlement à :
Groupe Moniteur - Enerpresse service abonnements - Antony Parc 2
10 place du Général de Gaulle - BP 20156 - 92186 Antony Cedex.

ENERPRESSE
LE QUOTIDIEN DE L'ÉNERGIE

Oui, je m'abonne à ENERPRESSE pour 1 an (cochez la formule de votre choix) :

- Formule Classique au prix de 2 790 €^{HT} soit 2 848,59 €^{TTC} / 250 numéros version papier dont le numéro spécial annuel**
 Formule Numérique au prix de 2 390 €^{HT} soit 2 440,19 €^{TTC} / 250 numéros version électronique dont le numéro spécial annuel

Je choisis de régler par :

- Chèque à l'ordre de Enerpresse
- Carte bancaire N° _____
Date d'expiration _____ mois _____ année
Cryptogramme _____
(3 derniers chiffres du numéro figurant au dos de votre carte sur la bande de signature.)
- Par mandat administratif à réception de facture
- Cachet et/ou signature obligatoire ▶ _____
- Je souhaite recevoir une facture acquittée

M. MME Mlle

NOM _____

PRÉNOM _____

SOCIÉTÉ _____

FONCTION _____

SERVICE _____

E-MAIL _____

ADRESSE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

TEL. _____ FAX _____

N° DE SIRET _____ NAF _____

TVA : 2,10 % - Offres valables jusqu'au 31/12/2016 pour tout nouvel abonné.
Conformément à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier, vous opposer à leur traitement ou à leur transmission éventuelle à des tiers, en écrivant au Service Abonnements.
Pour toute information complémentaire, vous pouvez nous contacter au 01 79 06 70 00